

BCI AUDIT & CONSEIL
Expertise Comptable
Commissaire aux Comptes
Inscrit à la Cour d'Appel de Saint-Denis
26, rue Jean Cocteau
Résidence Anaxagore Apt 405
97490 Sainte-Clotilde

L'ILE AUX OISEAUX

3 RUE FRANCOIS ISAUTIER

97410 SAINT-PIERRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT GENERAL

BCI AUDIT & CONSEIL
Expertise Comptable
Commissaire aux Comptes
Inscrit à la Cour d'Appel de Saint-Denis
26, rue Jean Cocteau
Résidence Anaxagore Apt 405
97490 Sainte-Clotilde

L'ILE AUX OISEAUX
Siège social : 3 RUE FRANCOIS ISAUTIER
97410 ST PIERRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Mesdames, Messieurs

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association L'ILE AUX OISEAUX relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'Annexe relative à des incertitudes significatives liées à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Le montant des autres créances concernant la part des subventions octroyées sur l'exercice restant à encaisser à la clôture,
- L'absence de fonds dédiés sur subventions de fonctionnement inscrites au passif du bilan correspondant aux sommes restant à engager à la clôture au titre de l'exercice,
- L'estimation des subventions d'investissement devant être reprises au résultat au rythme des immobilisations qu'elles financent,
- Le respect du rattachement des produits au bon exercice conformément aux principes de respect de la séparation des exercices ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

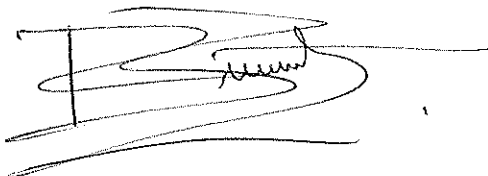
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

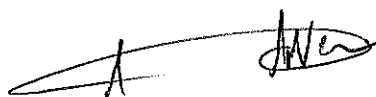
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Clotilde, le 30 mai 2025
Le Commissaire aux comptes
BCI AUDIT & CONSEIL, représenté par

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, bold 'B' and 'E' with a horizontal line extending to the right.

Raphaël BERTHELOT
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping 'A' followed by a smaller, more complex signature.

Shoaib INGAR
Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	119 350.00		119 350.00	59 675.00
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	846.30	100.15	746.15	830.78
Installations techniques, matériel et outillages industriels	37 410.61	15 319.37	22 091.24	29 351.80
Autres immobilisations corporelles	68 448.37	19 550.97	48 897.40	58 288.53
Immobilisations corporelles en cours	148 201.64		148 201.64	76 050.89
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	374 256.92	34 970.49	339 286.43	224 197.00
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 814.64		6 814.64	842.07
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	540 018.14		540 018.14	660 037.23
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	226 461.33		226 461.33	118 963.26
Charges constatées d'avance	1 189.55		1 189.55	1 189.55
TOTAL III	774 483.66		774 483.66	781 032.11
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 148 740.58	34 970.49	1 113 770.09	1 005 229.11

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	-330 912.71	-400 671.59
Excédent ou déficit de l'exercice	31 915.43	69 758.88
Situation nette	-298 997.28	-330 912.71
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	431 933.97	447 445.37
Provisions réglementées		
TOTAL I	132 936.69	116 532.66
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	842 470.99	762 264.72
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	87 832.34	95 596.68
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	50 530.07	30 835.05
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	980 833.40	888 696.45
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 113 770.09	1 005 229.11

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	96 995.55	101 047.29
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	902 011.49	909 207.87
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	105.00	9 336.60
Utilisations des fonds dédiés	3.85	4.85
Autres produits		
TOTAL I	999 115.89	1 019 596.61
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	85 706.53	86 623.99
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	448 404.36	426 492.82
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	20 821.89	19 521.06
Salaires et traitements	355 360.17	355 790.83
Charges sociales	58 371.15	56 574.77
Dotations aux amortissements et dépréciations	18 176.62	10 139.34
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2.34	2.15
TOTAL II	986 843.06	955 144.96
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	12 272.83	64 451.65
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 953.61	1 378.33
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 953.61	1 378.33
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 953.61	1 378.33
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	14 226.44	65 829.98

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	5 389.14	40 115.00
Sur opérations en capital	12 712.10	5 707.38
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	18 101.24	45 822.38
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	412.25	41 732.82
Sur opérations en capital		160.66
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	412.25	41 893.48
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	17 688.99	3 928.90
VII		
Participation des salariés aux résultats		
VIII		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 019 170.74	1 066 797.32
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	987 255.31	997 038.44
EXCÉDENT OU DÉFICIT	31 915.43	69 758.88

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 1 113 770,09 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 31 915,43 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

- | | |
|--------------------------------------|--------------|
| • Logiciels | 01 à 03 ans, |
| • Constructions | 10 à 40 ans, |
| • Agencements et aménagements | 06 à 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 03 à 10 ans, |
| • Mobilier | 05 à 10 ans. |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Engagements de départ à la retraite

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite, déterminé en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin carrière

Faits caractéristiques de l'exercice

Le financement du fonctionnement de notre Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) est le suivant.

Compte tenu de la signature de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) entre l'Etat et la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) pour la période 2023-2027, la CAF, notre principal financeur, finance les charges de l'Association à hauteur de 90 %.

Pour déterminer le taux de financement de 90%, les dispositifs de financements suivants sont pris en compte :

- Prestation de Service Unique,
- Bonus complémentaires (savoir bonus inclusion handicap, bonus mixité sociale et bonus territoire CTG).
- les cotisations parentales.

Reste donc 10% des charges à couvrir pour atteindre l'équilibre financier de notre Association. La commune est sollicitée pour ce faire. Toutefois pour 2023 le financement communal ne couvre pas les 10% restant à couvrir. La CAF au travers du dispositif Fonds Publics et Territoires (FPT+) couvre la part non couverte par la commune. Le dispositif FPT+ est un dispositif annuel qui n'a pas vocation à être pérennisé.

Cette situation, si elle ne présente pas de risque de continuité immédiat, présente un risque certain en l'absence de financement complémentaire de la CAF et de la Commune, ce qui ne nous permettrait pas de continuer à assurer de manière durable notre objet associatif.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	59 675.00		59 675.00
TOTAL	59 675.00		59 675.00
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :			
- Générales, agencements et aménagements constructions	846.30		
- Techniques, matériel et outillage	36 709.31		701.30
- Générales, agencements et aménagements divers	6 704.05		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	61 554.32		190.00
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	76 050.89		72 150.75
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	181 864.87		73 042.05
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GÉNÉRAL	241 539.87		132 717.05

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			119 350.00	
TOTAL			119 350.00	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gaecs, agencés et aménagt. const.			846.30	
- Techniques, matériel et outillage			37 410.61	
- Gaecs, agencés et aménagt. divers			6 704.05	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier			61 744.32	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			148 201.64	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don, destinés à être cédés				
TOTAL			254 906.92	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			374 256.92	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	15.52	84.63		100.15
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 357.51	7 961.86		15 319.37
Installations générales, agencements et aménagements divers	4 036.02	1 405.19		5 441.21
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 933.82	8 175.94		14 109.76
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	17 342.87	17 627.62		34 970.49
TOTAL GÉNÉRAL	17 342.87	17 627.62		34 970.49

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
Provisions pour : - Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
- Corporelles				
- Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)				
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	6 814.64	6 814.64	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	529 326.68	529 326.68	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	10 691.46	10 691.46	
Charges constatées d'avance	1 189.55	1 189.55	
TOTAL	548 022.33	548 022.33	

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	842 470.99	842 470.99		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	57 004.00	57 004.00		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30 685.34	30 685.34		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	143.00	143.00		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	50 530.07	50 530.07		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	980 833.40	980 833.40		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	73 810.39	82 874.92
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 642.00	5 700.00
TOTAL	79 452.39	88 574.92

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		32.09
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL		32.09

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	1 189,55	1 189,55
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		1 189,55	1 189,55

**Tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat
et du compte de résultat par origine et destination**

	Missions sociales				Frais de recherche de fonds	
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources
	par l'organisme	versements à d'autres organismes	par l'organisme	versements à d'autres organismes		
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes						
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges						
Charges financières						
Charges exceptionnelles						
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL						

	Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés figurant dans les rubriques		TOTAL compte de résultat
					Autres produits liés à la générosité du public	Autres produits non liés à la générosité du public	
Achats de marchandises	85 706.53						85 706.53
Variation de stocks							
Autres achats et charges externes	448 404.36						448 404.36
Aides financières							
Impôts, taxes et versements assimilés	20 821.89						20 821.89
Salaires et traitements	355 360.17						355 360.17
Charges sociales	58 371.15						58 371.15
Dotations aux amortissements et dépréciations	18 176.62						18 176.62
Dotations aux provisions							
Reports en fonds dédiés							
Autres charges	2.34						2.34
Charges financières							
Charges exceptionnelles	412.25						412.25
Participation des salariés aux résultats							
Impôts sur les bénéfices							
TOTAL							987 255.31

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		13 739.45	21 337.81	866 934.23		902 011.49
Subventions d'investissement						
TOTAL		13 739.45	21 337.81	866 934.23		902 011.49

Commentaires : néant

Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Montant à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	453 152.75		2 799.30	450 353.45
Quotes-parts virées au résultat	-5 707.38	-12 712.10		-18 419.48

Commentaires : néant

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Sur opération de gestion		4 260.55
Produits de cession d'éléments d'actif		12 712.10
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	412.25	1 128.59
Sur exercices antérieurs		
Sur provision et transfert de charges		
TOTAL	412.25	18 101.24

Commentaires : néant

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres		
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	16.00	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	16.00	

Commentaires : néant

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	5 642.00
Conseils et prestations de services	
TOTAL	5 642.00

Commentaires : néant

Tableau de subventions d'exploitations

Subventions	Accordées du 01/01/2024 au 31/12/2024 ①	Dont reçues du 01/01/2024 au 31/12/2024 ②	Comptabilisées ultérieurement ①-②
Sur opération de gestion		4 260.55	-4 260.55
Produits de cession d'éléments d'actif		12 712.10	-12 712.10
Valeurs nettes comptables des éléments d'			
Sur exercices antérieurs	412.25	1 128.59	-716.34
Sur provision et transfert de charges			
TOTAL	412.25	18 101.24	-17 688.99

Variation des fonds propres art.432.22
(art. 432-22 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
- dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
- dont générosité du public					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
- dont générosité du public					
Report à nouveau	-400 671.59	69 758.88			-330 912.71
- dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	69 758.88	-69 758.88	31 915.43		31 915.43
- dont générosité du public					
Situation nette	-330 912.71		31 915.43		-298 997.28
- dont générosité du public					
Dotations consommables					
- dont générosité du public					
Subventions d'investissement	447 445.37		453 152.75	21 218.78	431 933.97
Provisions réglementées					
TOTAL	116 532.66		485 068.18	21 218.78	580 382.06
- dont générosité du public					